

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 07/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



Orion Engineered Carbons

Route départementale 21a
BP 98 Les grands champs
13130 BERRE L ETANG

Références : D-1594-AIX-2022

Code AIOT : 0006401011 (à rappeler à chaque correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement Orion Engineered Carbons France implanté Route Départementale 21F BP 98 Les Grands Champs 13130 BERRE L ETANG. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite est l'instruction de la mise à jour de l'arrêté préfectoral du 05 janvier 1998 (principalement les rejets atmosphériques et aqueux).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Orion Engineered Carbons France
- Route Départementale 21F BP 98 Les Grands Champs 13130 BERRE L ETANG
- Code AIOT : 0006401011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORION ENGINEERED CARBONS France exploite une installation de fabrication de noir de carbone. Le site comprend une unité de fabrication de poudre de noir de carbone et une unité de pellets de noir de carbone.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation,
- gestion des eaux,
- rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Puits piézométriques	Arrêté Préfectoral du 05/01/1998, article 43	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/01/1998, article 28	/	Sans objet
2	AIR- torches	Arrêté Préfectoral du 05/01/1998, article 40	/	Sans objet
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/01/1998, article 42	/	Sans objet
5	Air - évent des trémies de conditionnement	Arrêté Préfectoral du 05/01/1998, article 41	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection a relevé une non conformité relative au suivi des eaux souterraines (dépassement de la valeur limite d'émission pour le paramètre MES). En conséquence, l'Inspection propose à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre la société ORION ENGINEERED CARBONS France en demeure de respecter cette prescription sous un délai de six mois.

Par ailleurs, cette prescription date de la mise en service des installations en 1998, date à laquelle le bassin de collecte (1300 m³) n'était pas étanche, et avait nécessité la mise en place d'un suivi des eaux souterraines. A ce jour, des travaux ont été faits sur ce bassin : il a été scindé en deux, une partie du bassin utilisé afin de recueillir les eaux incendies ou des eaux pluviales susceptibles de l'être (300 m³) a été étanchéifiée, l'autre partie est restée en l'état. Il convient donc de mettre à jour le suivi des eaux souterraines. L'Inspection propose donc à M. Le Préfet d'actualiser cette prescription par arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport. Il sera proposé en particulier la réalisation d'un diagnostic des sols et la mise à jour et le renforcement si besoin des conditions du suivi des eaux souterraines (nombre et localisation des piézomètres, paramètres à suivre). De plus, le projet d'arrêté préfectoral comprend la caractérisation des matières en suspension (MES) détectées au niveau des piézomètres Nord et Sud afin de déterminer en particulier si les MES proviennent du noir de carbone. Ce dernier étant classé comme "nanoparticules et produits chimiques" au titre de la réglementation REACH, l'exploitant est donc tenu réglementairement de transmettre le rapport associé sur la sécurité chimique.

Enfin, les prescriptions relatives aux rejets aqueux et rejets atmosphériques en sortie des torchères ne sont pas adaptées aux conditions d'exploitation du site. L'Inspection propose également de les

mettre à jour dans le prochain projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui fera l'objet d'un rapport distinct car lié à la nouvelle unité de pelletisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1998, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Les eaux de refroidissement seront totalement recyclées après un passage sur un décanteur d'une capacité de 25 m ³ .
Constats : Le site dispose d'un filtre presse dédié aux eaux de refroidissement.
Observations : Compte tenu de la création de l'unité de pelletisation, une augmentation de la consommation d'eau est à prévoir. L'exploitant doit évaluer cette augmentation de consommation et justifier de son utilisation rationnelle sous 1 mois à compter de la date de réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : AIR- torches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1998, article 40
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les gaz résiduels de fabrication des 14 fours seront brûlés dans deux torchères de 10 m de haut. À la sortie des torches, la concentration des poussières de noir d'acétylène sera inférieure en moyenne à 30 mg/Nm ³ et ne dépassera pas 50 mg/Nm ³ . Pour un débit maximum de 3 750 m ³ /h, le flux moyen sera inférieur à 1,3 kg/j par torche.
Constats : L'exploitant déclare que les mesures au niveau de torches ne sont matériellement pas réalisables. En conséquence il ne peut pas appliquer ni respecter cette prescription.
Observations : Dans le cadre de la mise en oeuvre de l'unité de pelletisation, les gaz de queue de l'unité de production de noir d'acétylène sont collectés et utilisés comme combustible dans l'unité de pelletisation. Au jour de la visite, l'exploitant déclare que 60% de ces gaz sont déjà collectés, la totalité est prévue à l'horizon 2025. L'Inspection propose de mettre à jour cette prescription dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire en cours de rédaction qui fera l'objet d'un rapport distinct, prescrivant notamment un échancier optimisé pour la finalisation de la collecte totale de ces gaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Mise à jour de la prescription par arrêté préfectoral complémentaire ultérieur.

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1998, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets liquides respectent les valeurs suivantes après épuration et filtration au décanteur : - température : inférieur à 30°C - pH entre 5,5 et 8,5 - MES : 30 mg/l - DCO : 120 mg/l - DBO5 : 30 mg/l - Hydrocarbures insolubles : 5 mg/l
Constats : Les eaux susceptibles d'être polluées ne sont pas rejetées dans le milieu. Elles sont pompées du bassin de confinement et expédiées vers la filière de traitement adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Mise à jour de la prescription par arrêté préfectoral complémentaire. Ce point sera intégré au projet de prescriptions complémentaires suite à la mise en oeuvre de l'unité de pelletisation, qui fera l'objet d'un rapport ultérieur distinct.

N° 4 : Puits piézométriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1998, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des échantillons seront prélevés annuellement dans les deux puits piézométriques. Leur analyse portera sur le pH , la DCO, DBO5 et les hydrocarbures.
Constats : L'exploitant réalise annuellement des campagnes de suivi des eaux souterraines. Les résultats des campagnes 2019, 2020 et 2021 montrent des dépassements pour le paramètre MES dont la valeur limite autorisée est de 10 mg/l : - piezo sud : 619 mg/l en 2019, 22 mg/l en 2021 - piezo nord : 120 mg/l en 2019, 428 mg/l en 2020 et 763 mg/l en 2021.
Observations : Cette prescription date de la mise en service des installations en 1998, date à laquelle le bassin de collecte (1300 m ³) n'était pas étanche, et avait nécessité la mise en place d'un suivi des eaux souterraines. A ce jour, des travaux ont été faits sur ce bassin : il a été scindé en 2, une partie du bassin utilisé afin de recueillir les eaux incendies ou des eaux pluviales susceptibles de l'être (300 m ³) a été étanchéifiée, l'autre partie est restée en l'état. Il convient donc de mettre à jour le suivi des eaux souterraines. L'Inspection propose donc d'actualiser cette prescription. Pour ce faire, il est proposé de prescrire dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport la réalisation d'un diagnostic des sols et la mise à jour et le renforcement si besoin des conditions du suivi des eaux souterraines (nombre et localisation des piézomètres, paramètres à suivre).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription. Prescriptions complémentaires.
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Air - évent des trémies de conditionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1998, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus du filtre dépoussiéreur respecteront les valeurs d'émissions suivantes : - valeur moyenne : 1 mg/Nm ³ + valeur limite : 5 mg/Nm ³ - débit des gaz secs inférieur à 3 000 Nm/h. En cas de dépassement du double la valeur limite susvisée, il sera rapidement procédé au remplacement du filtre incriminé. Le contrôle de l'efficacité du dépoussiéreur sera effectué tous les trois ans par un organisme agréé suivant la norme NFX 44052.
Constats : L'exploitant fait réaliser une campagne de mesures annuellement. La dernière en date du 10/12/2021 a été réalisée par l'APAVE. Le rapport conclut au respect des VLE réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet